



# La transition écologique et la sécurité énergétique des Français exigent la fin du dénigrement d'EDF et un casting à la hauteur des enjeux

Alors que l'Europe connaît une crise énergétique historique, qu'il s'agisse de la flambée des prix partout sur le continent ou des risques pesant sur la sécurité des approvisionnements énergétiques, le Gouvernement multiplie ses appels à la sobriété pour limiter les risques de pénurie ou de rupture d'approvisionnement.

Ce faisant, il n'hésite pas, au moment où les derniers combustibles viennent de quitter la centrale de Fessenheim, à éluder les décisions délétères prises par les gouvernements successifs depuis plus de 15 ans en matière de politique énergétique ou de concurrence. Celles-ci sont pourtant largement à l'origine de la crise que nous connaissons aujourd'hui en privant le système électrique de ses indispensables marges de sécurité dont nombre de rapports et alertes avaient rappelé l'importance, comme le président de RTE vient de le rappeler.

Dans ce contexte, la CFE Énergies considère que c'est plus que jamais la refondation d'EDF autour de ses fondamentaux d'entreprise industrielle de service public, et non sa casse, sa réforme herculéenne ou pire, son dénigrement permanent, qui permettra à la France de surmonter cette crise énergétique et à plus long terme la crise climatique dont chacun a pu prendre conscience cet été avec les épisodes caniculaires et la sécheresse historique.

Qui peut croire que stigmatiser EDF au risque de nier l'engagement de ses salariés, en s'entêtant dans la spoliation et la fragilisation financière par l'ARéNH (qui revient à les faire travailler au service des profits de ses concurrents) et en laissant croire que les décisions politiques sont sans conséquence sur la vie de l'entreprise et sa performance industrielle, est la meilleure façon de préparer l'hiver ? La CFE Énergies demande donc au Gouvernement de régler une fois pour toutes ses problèmes œdipiens avec EDF.

Le Gouvernement doit cesser de dénigrer l'électricien national et de le fragiliser par des décisions aussi désastreuses qu'idéologiques. Au contraire, au moment où nombre de Français font le choix de revenir sous la protection d'EDF et des tarifs réglementés face à un marché à la dérive, l'heure est bel et bien au soutien d'EDF pour lui permettre de répondre aux enjeux énergétiques et climatiques du pays. Seul EDF peut garantir aux Français, dans la durée, une électricité bas carbone, garantie et compétitive.

La mobilisation de l'électricien national et de ses salariés, sans faille depuis 1946, est la clef de la sécurité énergétique des Français. La CFE Énergies demande donc au Gouvernement de doter EDF d'une gouvernance qui sera d'autant plus à la hauteur des enjeux qu'elle sera rapidement en ordre de marche et consciente des enjeux. Eu égard aux désastreux précédents de recasage ministériel, l'urgence climatique comme l'impératif de sécurité énergétique interdisent toute erreur de casting.

C'est la condition pour que l'entreprise puisse pleinement assurer ses missions de service public de l'électricité, et ce au service des Français, comme elle a toujours su le faire. C'est la condition pour qu'EDF puisse rapidement œuvrer à la réforme en profondeur du marché européen de l'électricité dont les défaillances profondes, dénoncées de longue date par la CFE Énergies, sont aujourd'hui reconnues par la Présidente de la Commission européenne et nombre de capitales européennes.

A l'heure où la synchronisation des réseaux électriques ukrainiens et européens réalisée au printemps dernier fait désormais de l'avenir de la plus grande centrale nucléaire d'Europe à Zaporijia un enjeu pour le système électrique européen et où l'idée de service d'intérêt économique général fait son chemin, la CFE Énergies ne comprendrait pas que le Gouvernement décide, par des choix de gouvernance malheureux, de fragiliser encore un peu plus le premier électricien européen.

**Contacts presse** : Alexandre GRILLAT – alexandre.grillat@cfe-energies.com